



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt huit septembre , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERVERN Laurence, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
ANDRÉ Robert (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à PHILIPPE Georges)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
BRIANT Hervé (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)
CUNIN Marie-José (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
KERLAN Frédéric (pouvoir à TRMAL Marie-France)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
TANDÉO Gilles (pouvoir à LE TYRANT Jean-Claude)

Absents

CANN Joël, LE GUEN Jean-René, PAGE Marie-Renée

Conseil de Communauté du 28 septembre 2018
 Délibération n° DCC2018_031

Objet Assainissement collectif : Redevance 2019

Rapporteur Yvon BESCOND

Service Services techniques

Thème Assainissement collectif

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La redevance assainissement 2019 est proposée dans le cadre de la convergence tarifaire retenue par la Communauté avec un tarif unique dont la valeur cible pour 2022 est désormais de 154,98 € TTC (valeur année 2017). Cette valeur cible prend en compte une TVA désormais à 10% (depuis 2014) et les augmentations de tarifs de 2% en plus de la convergence en 2015 et 2016.

Chaque fin d'année "n", en fonction du programme d'investissements et des priorités fixées au service, mais aussi des mises en service de nouveaux équipements, afin d'assurer l'équilibre budgétaire du service, le conseil de Communauté est appelé à définir les redevances applicables pour l'année "n+1". Il est proposé que l'évolution de la redevance soit maintenue sur la base du modèle de convergence tarifaire adopté.

Proposition de tarifs 2019	Part fixe HT	Part variable HT	Montant facture 2019 82 m3 HT	Montant facture 2019 82 m3 TTC	Rappel 2018	Evolution en % - 2019	Evolution en valeur
Daoulas	30,25	1,463	150,19	165,21	168,64	-2,03%	-3,43
Dirinon	31,97	1,432	149,38	164,32	167,53	-1,92%	-3,21
Hanvec	56,31	1,098	195,58	215,14	240	-10,36%	-24,86
L'Hôpital-Camfrout	33,73	1,384	147,25	161,97	164,36	-1,45%	-2,39
Irvillac	43,73	1,202	142,26	156,49	156,83	-0,22%	-0,34
La Forest-Landemeau	43,43	1,164	138,86	152,75	151,99	0,50%	0,76
La Martyre	23,71	1,292	129,64	142,60	138,69	2,82%	3,91
La RocheMaurice	23,71	1,259	126,91	139,60	134,91	3,48%	4,69
Logonna-Daoulas	37,71	1,627	171,15	188,27	200,63	-6,16%	-12,36
Landemeau	34,76	1,148	128,9	141,79	137,59	3,05%	4,2
Le Trehou	41,5	1,367	153,56	168,92	174,01	-2,93%	-5,09
Loperhet	38	1,433	155,49	171,04	176,81	-3,26%	-5,77
Pencran	35,15	1,366	147,15	161,87	164,27	-1,46%	-2,4
Ploudiry	38,62	1,316	146,57	161,23	163,52	-1,40%	-2,29
Plouédern	23,71	1,515	147,92	162,71	165,48	-1,67%	-2,77
St Divy	23,71	1,43	140,94	155,03	154,89	0,09%	0,14
St Eloy	48,86	1,299	155,36	170,90	176,76	-3,32%	-5,86
St Thonan	35,15	1,255	138,1	151,91	150,73	0,78%	1,18
St Urbain	39,15	1,232	140,14	154,15	153,73	0,27%	0,42
Tréflévenez	41,3	1,253	144,03	158,43	159,63	-0,75%	-1,2

Considérant qu'il y a lieu de ne faire évoluer les tarifs de la redevance que dans le cadre de la convergence tarifaire (pas de prise en compte de l'inflation) et de maintenir les conditions de facturation forfaitaire (pour absence de comptage) et majoration à 100% pour non-respect du délai de raccordement,

Considérant qu'il y a lieu de s'inscrire dans le principe de convergence retenu par délibération du 14 décembre 2012.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les délibérations :

- n° 2011-96 du 16 décembre 2011-crédation SPAC,

- n° 2012-113 du 14 décembre 2012-redevance assainissement,
- n° 2013-160 du 13 décembre 2013-redevance assainissement (passage de 7 à 10% de TVA),

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 11 septembre 2018

Vu l'avis favorable de la Conseil d'exploitation assainissement du 6 septembre 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 28 août 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: approuve la grille tarifaire proposée ci-dessus,

Article 2 : approuve le maintien des dispositions relatives :

- **aux conditions de facturation forfaitaire des usagers n'utilisant pas l'eau du réseau public d'eau potable et ne possédant pas de dispositif de comptage agréé de catégorie C étalonné repris dans l'article 18c du règlement du service d'assainissement,**
- **à la majoration de 100% de la redevance d'assainissement collectif pour non-respect du délai de raccordement repris dans l'article 9c du règlement du service d'assainissement .**

Modalités d'estimation de la consommation (Art 18 c)

Conformément à l'article R.2224-19-4 du code général des collectivités territoriales toute personne tenue de se raccorder au réseau public de collecte et qui s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un réseau public d'adduction en eau potable doit en faire la déclaration à la mairie de la commune concernée qui informera le service de ces déclarations.

Dans le cas où l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées dans le réseau d'eaux usées, la redevance d'assainissement collectif est calculée : soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis par lui annuellement au SPAC (en novembre), soit, en l'absence de dispositifs de comptage, de justification de la conformité des dispositifs de comptage à la réglementation ou de transmission des relevés, sur la base d'un volume forfaitaire annuel fixé à :

-25 m³ pour une résidence secondaire,

-80 m³ pour une résidence principale occupée par 1 ou 2 habitants,

-120 m³ pour une résidence principale occupée par plus de 2 habitants.

Le nombre d'habitants fait l'objet d'une attestation déclarative de l'usager.

Sanction pour défaut de raccordement (Art 9 c)

Au terme des 2 ans ou de la prolongation de délai et conformément aux prescriptions de l'article L.1331-8 du code de la santé publique, tant que le propriétaire ne s'est toujours pas conformé à cette obligation de raccordement, la redevance est majorée de 100%.

Au-delà de ce délai de 2 ans ou de la prolongation, le SPAC peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du propriétaire, à l'ensemble des travaux indispensables, conformément à l'article L.1331-6 du code de la santé publique.